

PRÉFET DES YVELINES

Direction départementale des territoires

Service de l'Environnement

Unité Politique et Police de l'eau

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 78-2020-08-13-004

**mettant en application les mesures coordonnées de limitation provisoire
des usages de l'eau et des prélèvements dans les rivières et les nappes souterraines,
pour les zones Sud-Est et Sud-Ouest en situation de crise
et pour les zones Seine et Centre en situation de vigilance**

**Le Préfet des Yvelines,
Officier de la Légion d'Honneur**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 211-1 à L. 211-3, R. 211-66 à R. 211-70, R. 213-14 à R. 213-16 et R. 216-9 ;

VU le code de la santé publique, et notamment son article R. 1321-9 ;

VU le décret n° 2005-636 du 30 mai 2005 et notamment son article 5, relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau ;

VU la circulaire du 18 mai 2011 du Ministère chargée de l'écologie relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

VU l'arrêté n°2015-103-0014 du 13 avril 2015 du Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, préconisant des mesures coordonnées de gestion de l'eau sur le réseau hydrographique du bassin Seine-Normandie en période de sécheresse ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands en vigueur arrêté par le Préfet coordinateur de bassin ;

VU le décret du 4 avril 2018 portant nomination du préfet des Yvelines, Monsieur Jean-Jacques BROT, à compter du 23 avril 2018 ;

VU l'arrêté n° 78-2020-06-15-005 du 15 juin 2020 définissant un cadre pour les mesures coordonnées de limitation provisoire des usages de l'eau et des prélèvements dans les rivières et les nappes souterraines, en situation de déficit hydrique dans le département des Yvelines ;

VU le suivi permanent de certains cours d'eau par la DRIEE Île-de-France ;

VU le débit de la rivière de La Drouette mesuré à la station de Saint Martin de Nigelles et disponible sur le site de la Banque Hydro (<http://www.hydro.eaufrance.fr>)

VU l'avis du comité départemental de la gestion de la ressource en eau réuni le 13 août 2020 ;

CONSIDÉRANT que les mesures provisoires de restriction de certains usages de l'eau sont nécessaires pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable de la population, des écosystèmes aquatiques et pour la protection de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT que les seuils de vigilance définis dans l'arrêté préfectoral n° 78-2020-06-15-005 du 15 juin 2020 sont atteints en zone Seine et Centre ;

CONSIDÉRANT que le seuil de crise défini dans l'arrêté préfectoral n° 78-2020-06-15-005 du 15 juin 2020 est atteint en zone Sud-Est ;

CONSIDÉRANT que le seuil de crise défini dans l'arrêté préfectoral n°78-2020-06-15-005 du 15 juin 2020 est atteint pour la zone Sud-Ouest ;

CONSIDÉRANT les modalités d'écoulement observées lors de la campagne du 25 juillet 2020 réalisée par l'Office français pour la biodiversité sur les stations du réseau ONDE ;

CONSIDÉRANT la dégradation de la situation d'étiage sur l'ensemble du département ;

CONSIDÉRANT que les conditions météorologiques ne permettront pas de faire remonter les niveaux des débits de manière significative et durable sur l'ensemble du territoire ;

CONSIDÉRANT la nécessaire solidarité entre les usagers de l'eau ;

SUR PROPOSITION de la directrice départementale des territoires

ARRÊTE

Article 1^{er}: Objet et Abrogation

Le présent arrêté a pour objet :

- de mettre en œuvre les mesures de restriction dans le cadre de l'arrêté préfectoral n° 78-2020-06-15-005 du 15 juin 2020,
- et d'abroger l'arrêté préfectoral n°78-2020-07-28-005 du 28 juillet 2019 mettant en application les mesures coordonnées de limitation provisoire des usages de l'eau et des prélèvements dans les rivières et les nappes souterraines, pour les zones Sud-Est et Sud-Ouest en situation d'Alerte renforcée et pour les zones Seine et Centre en situation de Vigilance.

Article 2 : Constat de franchissement des seuils d'alerte

Il est constaté le 10 août 2020 la situation suivante :

- **Pour la zone Seine**

Le seuil de vigilance pour la rivière « Seine » fixé par arrêté cadre préfectoral n°78-2020-06-15-005 du 15 juin 2020 est dépassé à la station d'Alfortville avec un débit de 61 m³/s pour un seuil à 64 m³/s et à la station de Vernon avec un débit de 132 m³/s pour un seuil à 170 m³/s.

Le seuil de vigilance pour la rivière « Oise » fixé par arrêté cadre préfectoral n°78-2020-06-15-005 du 15 juin 2020 est dépassé à la station de Creil avec un débit de 27 m³/s pour un seuil à 32 m³/s.

- **Pour la zone Centre**

Le seuil de vigilance pour la rivière « La Mauldre » fixé par arrêté cadre préfectoral n°78-2020-06-15-005 du 15 juin 2020 est dépassé à la station d'Aulnay-sur-Mauldre avec un débit de 1,10 m³/s pour un seuil à 1,10 m³/s.

- **Pour la zone Sud-Est**

Le seuil de crise pour la rivière « La Rémarde » fixé par arrêté cadre préfectoral n°78-2020-06-15-005 du 15 juin 2020 est dépassé à la station de Saint-Cyr-sous-Dourdan avec un débit de 0,15 m³/s pour un seuil à 0,15 m³/s.

- **Pour la zone Sud-Ouest**

Le seuil de crise pour la rivière « La Drouette » fixé par arrêté cadre préfectoral n°78-2020-06-15-005 du 15 juin 2020 est dépassé à la station de Saint Martin de Nigelles avec un débit de 0,36 m³/s pour un seuil à 0,39 m³/s.

Article 3 : Communes concernées

Compte tenu de l'état des lieux et des prévisions, les communes des zones Sud-Est et Sud-Ouest sont en situation de CRISE et les communes des zones Seine et Centre restent en situation de VIGILANCE.

La liste des communes en crise des zones Sud-Est et Sud-Ouest sont précisées en annexe 1.

Article 4 : Exclusion des mesures de restriction

Les mesures de restriction ne s'appliquent pas si l'eau provient d'une réserve d'eau pluviale ou d'un recyclage.

Les mesures de restriction ne s'appliquent pas non plus aux irrigants de l'OUGC Nappe de Beauce ni aux irrigants volontaires de la zone Centrale du Houdanais soumis à un dispositif spécifique de gestion volumétrique de l'eau prélevée pour l'irrigation.

Article 5 : Mesures de vigilance applicables en zones Seine et Centre du département

Des campagnes de sensibilisation de l'ensemble des usagers de l'eau, faisant appel au civisme, sont lancées en vue de réaliser des économies d'eau.

Article 6 : Mesures de CRISE applicables en zones Sud-Est et Sud-Ouest du département

Les différentes utilisations de l'eau font l'objet des restrictions définies dans les tableaux ci-dessous.

6.1 - Consommations des particuliers, collectivités et entreprises

<i>Mesures concernant</i>	<i>Situation de crise</i>
Remplissage des piscines privées	Interdit, sauf pour les chantiers en cours
Lavage des véhicules	Interdit sauf dans les stations professionnelles équipées d'économiseurs d'eau ou de lavage haute pression, et sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires) ou technique (bétonnière...) et pour des organismes liés à la sécurité

Lavage des voies et trottoirs Nettoyage des terrasses et façades	Interdit sauf impératif sanitaire ou dérogation individuelle à demander à la DDT
Arrosage des pelouses, espaces verts publics et privés et des terrains de sport	Interdit
Arrosage des jardins potagers	Interdit
Alimentation des fontaines publiques	Interdit pour les fontaines en circuit ouvert
Remplissage des plans d'eau	Interdit, excepté pour les activités commerciales ou les réserves servant à la défense extérieure contre l'incendie

6.2 - Consommations pour des usages agricoles

Sont concernés tous les prélèvements directs sur les cours d'eau, en nappe d'accompagnement (alluvions) et les plans d'eau alimentés par des alluvions ou par dérivation des rivières.

Les irrigants volontaires de la zone Centrale du Houdanais et les irrigants de la Nappe de Beauce sont soumis à un dispositif spécifique de gestion volumétrique de l'eau prélevée destinée à l'irrigation. Ils disposent ainsi d'un volume d'eau déterminé chaque année en fonction du contexte hydrologique et délivré par arrêté préfectoral, volume qu'ils gèrent sur l'ensemble de la campagne d'irrigation. Ils ne sont donc pas soumis aux mesures de restriction des usages de l'eau contenues dans ce présent arrêté. Seuls les irrigants n'entrant pas dans ces dispositifs y sont soumis.

En dehors des dispositifs de gestion volumétrique (zone Centrale du Houdanais et Nappe de Beauce), les irrigants privilégient l'organisation de « tours d'eau » avec les limitations de débits prélevables afin de limiter les débits prélevés instantanément.

Pour tous les autres irrigants non soumis à un dispositif de gestion volumétrique, les restrictions suivantes s'appliquent :

<i>Usage</i>	<i>Situation de crise</i>
Irrigation des grandes cultures	Interdit
Irrigation - de l'horticulture, - des pépinières hors sol - des cultures maraîchères - des plantes aromatiques et médicinales	- Goutte à goutte sans restriction - Plafonnement à 20 m ³ /ha/jour pour l'horticulture - Plafonnement à 90 m ³ /ha/jour pour les pépinières hors solidarité - Plafonnement à 60 m ³ /ha/jour pour les cultures maraîchères et les plantes aromatiques et médicinales
Irrigation des cultures fruitières, des cultures de pommes de terre, des pépinières de plein champ, et des cultures de gazon	Interdit sauf goutte à goutte Autorisation délivrée au cas par cas par la DDT pour les professionnels

6.3 - Consommations pour des usages industriels et commerciaux

<i>Usage</i>	<i>Situation de crise</i>
Arrosage des centres équestres	Interdit
Arrosage des golfs	Interdit sauf strict nécessaire pour les greens, dont l'arrosage est interdit entre 8 h et 20 h
Industries, commerces et Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	Limitation de la consommation au strict nécessaire Les ICPE ayant une prescription sécheresse dans leur arrêté doivent se conformer à celle-ci. ¹
Remplissage des piscines recevant du public	Interdit sauf dérogations individuelles à demander à la DDT Remises à niveau autorisées

6.4 - Gestion des ouvrages hydrauliques et de la navigation fluviale

<i>Usage</i>	<i>Situation de crise</i>
Navigation fluviale	Arrêt de la navigation sur les canaux si nécessaire
Gestion des ouvrages hydrauliques	Information nécessaire du service police de l'eau avant manœuvre ayant une incidence sur la ligne d'eau ou le débit du cours d'eau

6.5 - Rejets dans le milieu

<i>Rejets</i>	<i>Situation de crise</i>
Travaux en rivières	Interdit
Stations d'épuration et collecteurs pluviaux	Surveillance accrue des rejets, les délestages directs par temps sec sont soumis à autorisation préalable et pourront être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé.
Vidange des piscines recevant du public	Soumis sauf dérogation de l'ARS
Vidange des plans d'eau	Interdit
Rejets industriels	Les rejets industriels préjudiciables à la qualité de l'eau peuvent faire l'objet de limitations, voire de suppression, au cas par cas.

Article 7 : Validité

Les mesures de limitation ou d'interdiction prises au titre du présent arrêté pourront être actualisées, modifiées ou levées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire dans la semaine suivant la

¹ L'article L.214-7 du code de l'environnement prévoit que les préfets puissent prendre des mesures de restriction sur les installations classées pour la protection de l'environnement en sus de celles prévues dans leurs autorisations si cela s'avère nécessaire.

transmission des bulletins d'étiage par la DRIEE. Elles prennent fin au plus tard fin octobre de l'année.

Article 8 : Dispositions locales plus sévères de restriction des usages de l'eau

Les maires peuvent prendre, dans le cadre de leur pouvoir de police, des mesures temporaires plus contraignantes et adaptées à la situation locale, pour restreindre l'usage de l'eau, sur le fondement de la salubrité et de la sécurité publique.

Article 9 : Contrôles

Les agents commissionnés et assermentés au titre de la police de l'eau, au titre de l'inspection des installations classées, au titre du code de la santé publique, les forces de gendarmerie et de police et les maires devront avoir libre accès à tous les ouvrages de rejet ou de prise d'eau pour leur mission de contrôle.

Article 10 : Sanctions

Tout contrevenant aux mesures du présent arrêté encourt une peine d'amende conformément à l'article R 216-9 du code de l'environnement (contraventions de 5^{ème} classe) d'un montant maximum de 1.500 Euros ou une peine de substitution.

Article 11 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa parution au recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines.

Dans les mêmes conditions de délai que celles exposées à l'alinéa précédent, le tribunal administratif de Versailles peut être saisi d'une requête de manière dématérialisée au moyen de l'application « *Télérecours citoyens* » (www.telerecours.fr).

Article 12 : Publicité et affichage

Le présent arrêté fera l'objet :

- D'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines. Il sera également consultable sur le site internet de la préfecture des Yvelines (www.yvelines.gouv.fr);
- D'une transmission pour affichage pendant toute sa durée de validité aux maires des communes citées dans le tableau joint.
- D'une mise à disposition avec l'état de la sécheresse du département sur le site « PROPLUVIA » (<http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluvia>).

Article 13 : Application

Ces mesures s'appliquent le lendemain de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs.

Article 14 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Mantes-la-Jolie, Saint-Germain-en-Laye et Rambouillet, la directrice départementale des territoires, la délégation territoriale de l'agence régionale de la santé d'Île-de-France, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie, le directeur départemental d'incendie et de secours, le chef de la brigade de l'office français pour la biodiversité, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines, le commandant du groupement de gendarmerie des Yvelines et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Versailles, le **13 AOUT 2020**

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Vincent ROBERTI

ANNEXE 1 - Liste des communes en zones Sud-Est et Sud-Ouest

Zone « Sud-Est »	
AUFFARGIS	LE MESNIL-SAINT-DENIS
BOIS-D'ARCY	MILON-LA-CHAPELLE
BONNELLES	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
BUC	LE PERRAY-EN-YVELINES
BULLION	PONTHEVRARD
LA CELLE-LES-BORDES	ROCHEFORT-EN-YVELINES
CERNAY-LA-VILLE	SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES
CHATEAUFORT	SAINT-FORGET
CHEVREUSE	SAINT-LAMBERT
CHOISEL	SAINT-MARTIN-DE-BRETHENCOURT
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES	SAINTE-MESME
DAMPIERRE-EN-YVELINES	SAINT-REMY-LES-CHEVREUSE
LES ESSARTS-LE-ROI	SENLISSE
GUYANCOURT	SONCHAMP
JOUY-EN-JOSAS	TOUSSUS-LE-NOBLE
LEVIS-SAINT-NOM	TRAPPES
LES LOGES-EN-JOSAS	VELIZY-VILLACOUBLAY
LONGVILLIERS	LA VERRIERE
MAGNY-LES-HAMEAUX	VOISINS-LE-BRETONNEUX

Zone « Sud-Ouest »	
ABLIS	HERMERAY
ADAINVILLE	HOUDAN
ALLAINVILLE	MAULETTE
BAZAINVILLE	MITTAINVILLE
BOINVILLE-LE-GAILLARD	ORCEMONT
LA BOISSIERE-ECOLE	ORPHIN
BOURDONNE	ORSONVILLE
LES BREVIAIRES	PARAY-DOUAVILLE
CONDE-SUR-VESGRE	POIGNY-LA-FORET
DANNEMARIE	PRUNAY-EN-YVELINES
EMANCE	RAIZEUX
GAMBAIS	RAMBOUILLET
GAMBAISEUIL	RICHEBOURG
GAZERAN	SAINT-HILARION
GRANDCHAMP	SAINT-LEGER-EN-YVELINES
GRESSEY	LE TARTRE-GAUDRAN
LA HAUTEVILLE	VEILLE-EGLISE-EN-YVELINES